

LE FLASH

d'Octant

Recensement de population

Numéro 124 - Janvier 2007

Les migrations soutiennent le dynamisme démographique

Au 1^{er} janvier 2006, la population de la Bretagne est estimée à 3 081 000 habitants. C'est dans les départements d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan que le dynamisme démographique est le plus fort. Entre 1999 et 2004, les mouvements migratoires s'accroissent en France, les échanges de la Bretagne avec les autres régions s'accroissent mais de manière plus marquée pour les arrivées ce qui entraîne une forte hausse de l'excédent migratoire.

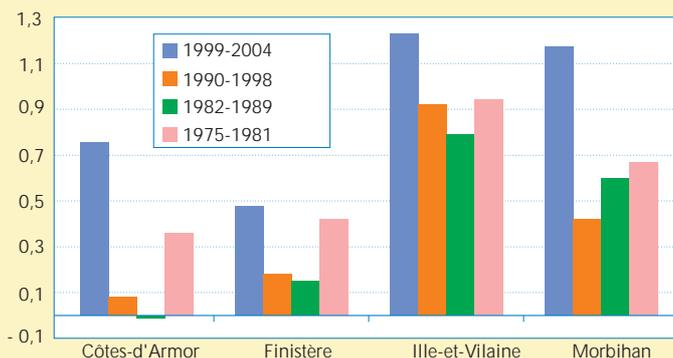
La population de la Bretagne est estimée à 3 081 000 habitants au 1^{er} janvier 2006, ce qui représente une densité de 113 habitants au km². Le gain de population entre 1999 et 2006 est de 176 500 habitants, soit 25 000 en moyenne par an. Au cours de cette période, le taux de croissance annuel moyen de la population atteint 0,85 % ce qui place la Bretagne au 8^e rang des régions métropolitaines. Le dynamisme démographique de la région est principalement soutenu par l'excédent migratoire : les arrivées dépassent les départs de 19 000 par an.

Croissance soutenue en Ille-et-Vilaine et dans le Morbihan

Parmi les quatre départements bretons, l'Ille-et-Vilaine et le Morbihan connaissent les plus fortes croissances de population. Au 1^{er} janvier 2005, on dénombre 930 000 habitants en Ille-et-Vilaine soit 64 000 de plus qu'au 1^{er} janvier 1999 et 688 500 dans le Morbihan, soit 45 000 habitants supplémentaires en six ans. Ces deux départements se situent aux 16^e et 17^e places du classement des départements de mé-

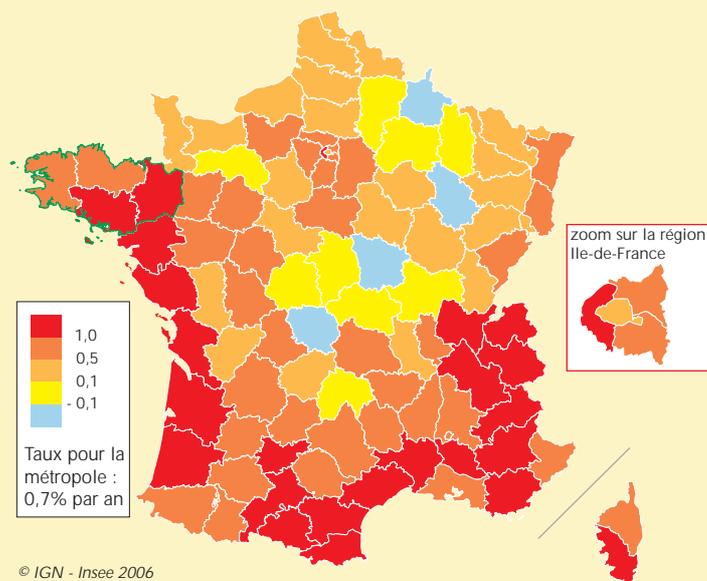
tropole par leur taux de croissance annuels moyens (1,19 % et 1,14 %). Suit les Côtes-d'Armor, à la 37^e place avec une croissance moyenne de 0,74 % par an. On y dénombre 567 000 habitants au 1^{er} janvier 2005, soit 24 500 de plus que début 1999. La croissance absolue de population est la même dans le Finistère qui compte ainsi 876 500 habitants. En moyenne annuelle, le taux de croissance de la population de ce département est toutefois plus modéré (0,47 %) et est inférieur à la moyenne nationale. Dans les quatre départements bretons, le rythme d'augmen-

Taux annuels moyens de variation de la population (en %)



Source : Insee - Recensements de la population - Estimation de la population au 1^{er} janvier 2005

Taux d'évolution annuel moyen de la population des départements entre 1999 et 2005 (en%)



Source : Insee - Recensement de la population 1999, Estimation de population au 1^{er} janvier 2005

tation de la population depuis 1999 est supérieur à ceux des périodes intercensitaires précédentes. L'accélération est particulièrement sensible dans les Côtes-d'Armor dont la population avait peu varié depuis 1982. De même, la croissance de population du Morbihan est près de 3 fois plus rapide depuis 1999 que dans les années quatre-vingt dix.

Dans les quatre départements de la région, on observe un fort excédent migratoire. Cet effet explique à lui seul la croissance démographique des Côtes-d'Armor (+ 0,77 % par an). Le déficit naturel de ce département est par ailleurs presque stoppé sur la période 1999-2004. En Ille-et-Vilaine, la croissance de population est imputable pour une grosse moitié au solde migratoire (+ 35 000, soit + 0,65 % par an) et pour le reste au solde naturel (+ 29 000, soit + 0,54 % par an). Le dynamisme de la démographie du Morbihan est principalement dû à l'excédent des entrées sur les sorties : + 39 500 soit + 1% par an. Dans le Finistère, le solde naturel est à peine positif sur la

période et le solde migratoire bien inférieur à celui des 3 autres départements.

La croissance de la population est particulièrement forte dans les plus petites communes. Sur les 742 communes de moins de 10 000 habitants recensées entre 2004 et 2006, 595 (soit 80 %) enregistrent une augmentation de leur population. Elles évoluent à un rythme moyen d'environ 1,3 % par an. Les communes qui perdent des habitants depuis 1999 étaient déjà en décroissance entre 1990 et 1999 dans près de 7 cas sur 10. Les sept plus grandes villes de Bretagne évoluent à des rythmes contrastés. Quatre d'entre elles enregistrent une croissance de leur population : Quimper, Rennes, Saint-Brieuc et Vannes. Et trois voient leur population baisser : Brest, Lorient et Saint-Malo.

Les communes en expansion se concentrent essentiellement en Ille-et-Vilaine, notamment autour de Rennes et le long des axes routiers ; sur le littoral sud, autour de Vannes, Lorient et au sud de Quimper. Les plus fortes augmentations de population

L'enquête de recensement de 2007

Elle démarre le **18 janvier** prochain pour s'achever le 17 février dans les communes de moins de 10 000 habitants et le 24 février dans celles de 10 000 habitants et plus. Comme en 2004, 2005 et 2006, 9 millions de personnes vivant en France recevront la visite d'un agent recenseur. Cette enquête est essentielle à la vie des communes puisqu'elle fournit des statistiques sur le nombre de logements et d'habitants et sur leurs caractéristiques (âge, profession exercée, déplacements quotidiens, situation matrimoniale, diplôme...)

Évolution de la population entre 1999 et 2005

	Côte-d'Armor	Finistère	Ille-et-Vilaine	Morbihan	Bretagne
Solde naturel 1999-2004	- 1 000	3 000	29 000	5 500	36 500
Taux annuel (en %)	- 0,03	0,06	0,54	0,14	0,21
Solde migratoire 1999-2004	25 500	21 500	35 000	39 500	121 500
Taux annuel (en %)	0,77	0,41	0,65	1,00	0,68
Variation totale 1999-2004	24 500	24 500	64 000	45 000	158 000
Taux annuel (en %)	0,74	0,47	1,19	1,14	0,89
Population totale					
au 1 ^{er} janvier 1999	542 500	852 000	866 000	643 500	2 904 000
au 1 ^{er} janvier 2005	567 000	876 500	930 000	688 500	3 062 000*

Source : Insee - Recensement de la population de 1999 et enquêtes annuelles de recensement 2004, 2005 et 2006
* donnée révisée

concernent Janzé, Saint-Jacques-de-la-Lande, Bain-de-Bretagne (35), Brech, Theix (56) et Fouesnant (29). Les plus fortes baisses se produisent à Guingamp, Plédran (22), Vezin-le-Coquet (35) et Guerlesquin (29).

Des migrations plus intenses

Entre 1999 et 2004, les mouvements migratoires¹ s'accroissent sur tout le territoire national. Les régions du Sud mais aussi de la façade Atlantique bénéficient d'un fort apport migratoire.

Les échanges de la Bretagne avec les autres régions métropolitaines s'accroissent aussi bien pour les arrivées que pour les départs mais de manière plus marquée pour les arrivées ce qui entraîne une forte hausse du solde migratoire. Ainsi, la Bretagne se retrouve au 5^e rang des régions métropolitaines pour le taux annuel de migration nette juste derrière la Corse et dépassant Poitou-Charentes et même Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les régions Aquitaine, Midi-Pyrénées et surtout Languedoc-Roussillon restent nettement devant.

La région conserve un solde négatif avec les cinq régions les plus méridionales. L'Île-de-France joue un rôle central dans les migrations interrégionales : cette région apporte un tiers des entrants et attire un quart des sortants de Bretagne. Parmi les régions de province, le Centre et la Basse-Normandie procurent la

plus forte contribution à l'excédent de la région. Le bilan est positif mais plus équilibré avec les Pays de la Loire avec lesquels les échanges sont nettement plus importants.

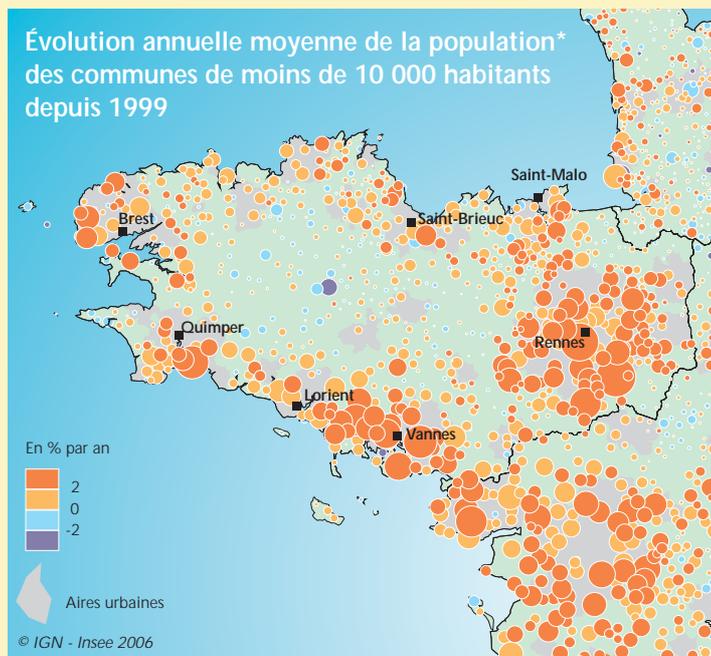
Fuite des jeunes, retour des actifs

L'amplification des flux migratoires concerne toutes les tranches d'âge. Pour les 20-29 ans, les départs sont toujours plus nombreux que les arrivées : ce sont des migrations liées aux études et au début de la vie active. Entre 1999 et 2004 les taux d'entrée et de sortie de ces jeunes, déjà élevés, augmentent très fortement, comme dans de nombreuses régions. Leur solde migratoire reste comparable à celui de la période précédente. Finalement leur contribution négative au solde migratoire interne est moins importante qu'entre 1990 et 1999 en raison de l'évolution plus marquée du solde des autres catégories d'âge. L'Île-de-France explique à elle seule 90 % du déficit des jeunes. Les personnes âgées de 30 à 59 ans contribuent plus fortement que sur la période précédente au solde migratoire de la région. La croissance de l'excédent migratoire de la Bretagne est entièrement imputable à la classe d'âge des actifs. Leur taux de sortie est stable et leur taux d'entrée augmente sensiblement. L'Île-de-France apporte là encore la principale contribution au solde de cette classe d'âge avec sans doute un retour important de jeunes partis pour leurs études ou pour occuper un premier emploi.

Des seniors fidèles

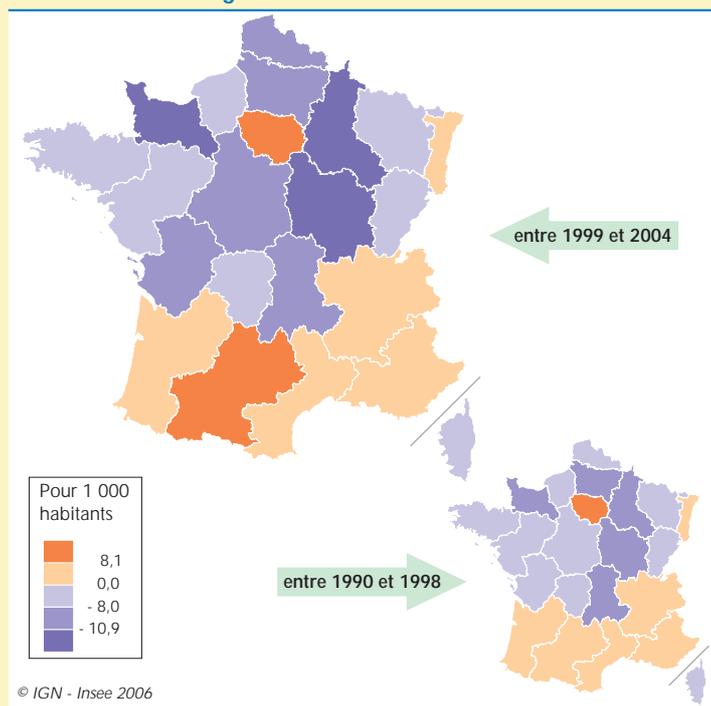
La Bretagne continue d'être attractive pour les plus de 60 ans. La région se situe au 3^e rang des

1- L'analyse sur les migrations porte sur la situation au 1^{er} juillet 2004 car seules les données des enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005 sont disponibles sur ce thème et ne s'intéressent qu'aux échanges entre les régions métropolitaines. La population étudiée est celle âgée de plus de 4 ans vivant dans les ménages qui résidaient en France 5 ans avant leur recensement.



Source : Insee - Enquêtes annuelles de recensement de la population 2004, 2005 et 2006
* Il s'agit de la population des résidences principales des communes de moins de 10 000 habitants recensées en 2004, 2005 et 2006

Taux annuel de migration nette des 20-29 ans



Source : Insee - Recensement de la population 1999 - Enquêtes annuelles de recensement de la population 2004 et 2005

Taux annuels moyens de flux migratoires pour 1 000 habitants

	Entrées		Sorties		Migrations nettes	
	1999-2004	1990-1998	1999-2004	1990-1998	1999-2004	1990-1998
20 - 29 ans	41,7	26,1	48,2	32,0	- 6,4	- 5,8
30 - 59 ans	20,3	17,5	13,6	13,7	6,7	3,8
60 ans et plus	9,8	10,4	4,6	5,2	5,2	5,2

Source : Insee - Recensement de la population de 1999 et enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005

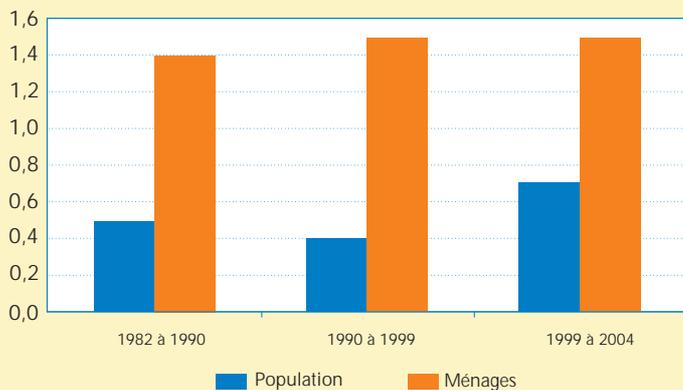
Champ : population âgée de plus de 4 ans vivant dans les ménages, échanges migratoires avec la France métropolitaine seulement

régions françaises pour le taux de solde migratoire des seniors. Ce phénomène s'explique plus en raison d'un faible taux de sorties que d'un taux particulièrement élevé d'entrées. Le comportement migratoire de cette classe d'âge évolue peu par rapport aux années 90.

Les données

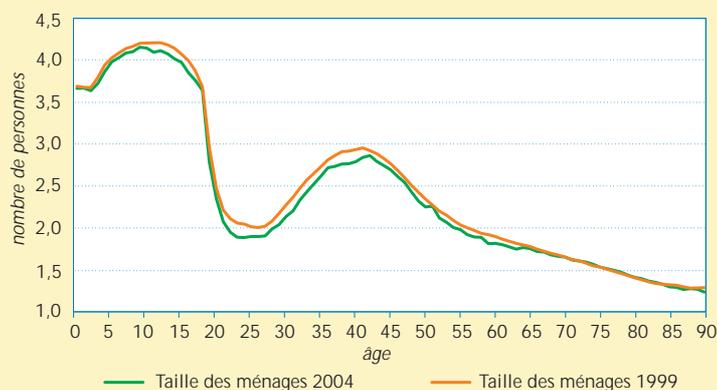
Toutes ces informations proviennent des enquêtes de recensement réalisées début 2004, 2005 et 2006. La loi du 2 février 2002 a défini de nouvelles modalités de recensement : au comptage traditionnel organisé tous les sept à neuf ans se substituent désormais des enquêtes annuelles. Les premières populations légales de chaque circonscription administrative seront déterminées au terme de cinq enquêtes, c'est à dire fin 2008. En Bretagne, 742 communes de moins de 10 000 habitants ont été enquêtées exhaustivement et 24 % des logements dans les 31 communes de plus de 10 000 habitants, ce qui a permis de collecter près d'1,5 million de bulletins individuels.

Évolution du nombre de ménages et de la population en Bretagne (en %)



Source : Insee - Recensements de la population et enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005

Taille moyenne des ménages selon l'âge des personnes en Bretagne



Source : Insee - Recensement de la population 1999 et enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005

Baisse de la taille des ménages

Au 1^{er} juillet 2004, la Bretagne compte 1 314 000 ménages. La croissance du nombre de ménages est beaucoup plus rapide que celle de la population : respectivement 1,5 % et 0,7 % en moyenne annuelle entre 1999 et 2004. Cette différence est liée à la diminution de la taille des ménages qui est passée de 2,8 personnes par ménage en 1982 à 2,3 en 2004. Cette baisse est plus rapide en Bretagne que sur l'ensemble du territoire. Ainsi la taille des ménages bretons est maintenant légèrement inférieure à la moyenne nationale.

En Bretagne, de 1999 à 2004, un peu plus de la moitié des 104 000 ménages supplémentaires est due à la diminution de la taille des ménages, l'autre moitié est due à la croissance de la population. Cette répartition est très proche de la répartition au niveau national. Dans les régions où la croissance est faible, c'est essentiellement la baisse de la taille des ménages qui entraîne la croissance du nombre des ménages. C'est le cas en Bourgogne, Lorraine ou Nord-Pas-de-Calais. Au contraire dans les régions à fort dynamisme démographique, c'est la croissance de la population qui prédomine, comme en Languedoc-Roussillon ou en Ile-de-France.

L'évolution de la taille des ménages est influencée par la structure par âge de la population et par les comportements de cohabitation. Les ménages de personnes âgées, sans enfants à charge, sont plus petits que la moyenne. Or, les générations du baby-boom arrivent aux âges où leurs enfants quittent le foyer. Le vieillissement de la population explique ainsi en partie la diminution de la taille des ménages. D'autre part, les comportements de décohabitation se généralisent. La part de personnes vivant seules s'accroît à tout âge, excepté aux âges élevés où les gains d'espérance de vie retardent le veuvage.

Pour en savoir plus

- Enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2006 : les départements du Sud et du littoral atlantique gagnants au jeu des migrations internes / Arnaud Degorre, Patrick Redor. - Dans Insee première ; n° 1116 (2007, janv.).-4p.
- Enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2006 : les taux d'emploi vont de 56,9 % en Languedoc-Roussillon à 66,8 % dans les Pays de la Loire / Olivier Marchand. - Dans Insee première ; n° 1117 (2007, janv.).-4p.
- Bilan démographique 2006 : un excédent naturel record / Lucile Richet-Mastain. - Dans Insee première ; n° 1118 (2007, janv.).-4p.

INSEE Bretagne

36, place du Colombier CS 94439 35044 RENNES Cedex
Tél. : 02 99 29 33 33 Fax : 02 99 29 33 90

Pour tout renseignement statistique :
0 825 889 452 (0,15 € la minute)

© Insee 2007 Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2007
Imprimerie : Média graphic - Rennes

Directeur de la Publication : Bernard LE CALVEZ

Rédactrice en chef : Ludivine NEVEU - CHÉRAMY

Composition : Claire CHARON

Auteur : Stéphane MORO